



## **Communiqué concernant la Conférence mondiale sur le travail des enfants – La Haye, 10-11 mai, 2010**

### **Élevons la voix**

comme mouvement des enfants et adolescents travailleurs (NATs) organisés en Amérique Latine et dans les Caraïbes pour protester le manque de respect montré par les organisateurs de la conférence de la Haye en ne nous invitant pas – et même pas nous avoir informé – à y participer, ni dans la préparation, ni dans la conférence même.

### **Le MOLACNATS**

est un mouvement social qui, depuis 30 ans, est une espace dans laquelle les enfants et les adolescents travailleurs se sont organisés pour réaliser des actions collectives dont l'objectif est la défense et la promotion des droits de tous les enfants et adolescents, particulièrement dans la lutte pour la reconnaissance sociale, culturelle, politique et économique. Ils luttent aussi pour la dignification des conditions de vie et du travail de tous les enfants et adolescents travailleurs et pour la reconnaissance de l'enfance en général comme des sujets et des acteurs sociaux ayant des droits.

### **Il est inacceptable**

que nous, les représentants légitimes des enfants et adolescents travailleurs organisés de l'Amérique Latine et des Caraïbes, nous ayant été ignorés dans la convocation à cette conférence, là où ils seront discutés les thèmes qui sont directement liés à notre réalité. La présence réservé exclusivement aux adultes, la majorité desquels étant très éloignés de la réalité de nos vies, confirme encore une fois que la vision adulte-centriste des enfants et adolescents travailleurs continue à prédominer, et que la participation des enfants et des adolescents reste dans la domaine des bonnes intentions et dans les documents juridiques.

### **Nous dénonçons**

**la violation de notre droit à participer comme enfants et adolescents conformément avec l'article 12 de la Convention des Droits de l'Enfant et, particulièrement, en considérant les observations et les recommandations du Comité de Genève sur l'importance de la réalisation de ce droit.**

### **Plus de 30 ans**

en défendant comme mouvement, notre ferme position de lutte y de dénonce face à l'exploitation du travail de millions d'enfants dans le monde, et au même temps, en maintenant notre refus total

des conventions de la OIT C. 138 sur l'âge minimum pour travailler. Cependant, nous réaffirmons nos critiques et notre opposition à la convention C. 182 sur les pires formes du travail des enfants et à son programme de l'IPEC:

En ce qui concerne la C. 138,

- **nous considérons** que l'âge minimum pour travailler est discriminatoire et exclusive pour les enfants ayant moins de 14 ans. Cette convention condamne à l'illégalité et à l'informalité et elle expose de manière très grave à milliers d'enfants à l'exploitation;

En ce qui concerne la C. 182,

- qui concerne l'utilisation, le recrutement ou l'offre des enfants dans la prostitution, dans la production de la pornographie ou dans l'utilisation des enfants pour la réalisation d'activités illicites, particulièrement la production et le trafic de stupéfiants, comme les pires formes du travail des enfants, **nous opinons** que ces situations soient des crimes et qu'elles soient une flagrante violation des droits humains des enfants. Il est clair que nous aussi nous sommes contre tout ça, mais le fait de les confondre avec le « travail » est une opération qui produit des confusions dangereuses et qu'elle se traduit en des pratiques qui se limitent à être répressives et de création des vraies alternatives libératoires.

### **Conséquences graves**

Notre mouvement s'est déjà manifesté opportunément avec sa présence dans les conférences préparatoires d'Amsterdam et d'Oslo (1977) sur la C. 182, en alertant sur les implications négatives que telle convention aurait pour des milliers d'enfants et d'adolescents travailleurs, dont la ratification a porté au dessin des politiques répressives dans certains de nos pays. Elles ont criminalisé la réalité sociale, culturelle et économique de la majorité de nos familles. Les rafles permanentes, la persécution et la stigmatisation du travail des enfants et des adolescents des secteurs populaires des pays comme la Colombie, le Pérou, le Paraguay et le Guatemala sont des exemples clairs et lamentables des résultats de toutes ces politiques de « main dure ».

### **Le manque d'objectivité**

de ces organismes internationaux, qui continuent à nier notre dignité avec des phrases telles que: « *le travail des enfants est un obstacle au développement* » ou bien « *si on n'éradique pas les pires formes du travail des enfants, on n'arrivera pas à rejoindre certains des objectifs principaux du millénaire* ». **Avec ces types d'expressions, ils prétendent à occulter les vraies raisons de la crise économique, sociale et politique que nos pays ont vécu historiquement à cause du modèle économique néolibéral**, qui condamne à milliers d'enfants et d'adolescents à la pauvreté, à la marginalisation et à l'exclusion. La prochaine conférence de La Haye représente encore un autre espace où cette thèse se renforce.

### **Nous proposons**

**D'après nos espaces organisationnels, comme enfants et adolescents travailleurs qui connaissent la réalité des enfants travailleurs en Amérique Latine et des Caraïbes, nous contribuons et nous proposons des programmes d'éducation et de travail qui servent à nous former comme des producteurs et des citoyens.**

## **Nous exigeons**

- Que les organisations internationales et la société en général nous reconnaissent comme des acteurs sociaux, des sujets politiques et économiques. (Qu'ils nous invitent sans délai à participer dans les débats et dans la rédaction des textes de la conférence de La Haye);
- Qu'ils nous prennent en compte dans l'élaboration des politiques publiques qui nous impliquent;
- Qu'ils nous consultent toujours pour que les politiques sociales qui s'implémentent soient intégrales et qu'elles coopèrent au développement de nos capacités et de nos habilités pour ainsi pouvoir surmonter notre situation d'exclusion et de marginalité dans laquelle nous vivons dans plusieurs pays du Sud;
- Que les états investissent dans l'éducation, dans la santé, dans l'alimentation, dans la récréation et dans la défense de l'environnement au lieu de privilégier le paiement de la dette externe;
- Qu'ils écoutent nos propositions et qu'ils les prennent en compte en faveur d'une économie solidaire qui développe des relations sociales et de production qui n'attendent pas à la dignité de l'être humain, qui protègent l'environnement et qui promeuvent la solidarité des peuples.

## **Nous faisons un appel**

aux organisations de travailleurs, aux organisations de paysannes, d'indigènes, d'afro-américains, d'étudiants, des femmes, d'intellectuels, et aux gouvernements progressistes du monde à être solidaires avec notre appel et à ne se soumettre pas aux organismes internationaux et à leurs prétentions de contrôle sur les programmes et des politiques qui, étant déguisées de bonnes intentions, se limitent à **reproduire un système d'exploitation des êtres humains**.

## **Nous revendiquons**

encore une fois notre reconnaissance comme enfants et adolescents travailleurs pour que cette manifestation de la part d'un compagnon enfant travailleur puisse se réaliser:

**« Nous voulons rendre possible le bonheur des enfants et qu'ils puissent marcher ensemble avec les adultes et avec la société en général pour que ce grand monde puisse devenir une grande maison à la portée de tout le monde ».**

**Si au travail digne!**

**Si à l'égalité et à la no-discrimination!**

**Si au travail protégé, non aux mauvais traitements et aux abus!**

6 avril, 2010